

Un deuxième projet qui n'aboutira pas : la ligne de tramway Dijon-Sombernon-Pouilly. Véritable serpent de mer apparu le 27.06.1892 (date à laquelle commencent nos investigations) on le retrouve jusqu'en 1912. En fait, il ne verra pas le jour malgré un début de travaux (Pierre Grée a trouvé quelques vestiges du bornage près de la source de Morcueil et dans les ruelles de Velars).

• La poste

Fleurey est doté d'un bureau télégraphique auquel sera adjoint le téléphone en 1899. Mais dès 1897, la mairie demande un bureau de facteur receveur, compte tenu que le village a une population de 753 habitants et qu'une gare sera bientôt établie. Demande réitérée en 1903, pour la prochaine ouverture de la gare. Et, 2 ans plus tard, le bureau tant attendu est installé sur son emplacement actuel.

• L'Eclairage

Aucune mention jusqu'en 1901, où une somme de 194,20 F est notée. Elle est destinée à la fourniture d'huile d'éclairage des rues. En 1903, 60 F sont alloués pour l'allumage des réverbères mais la commune est à la recherche d'une autre forme d'éclairage. En 1911 c'est l'entreprise Laurent qui la fournira avec les turbines du moulin sur l'Ouche vers l'écluse 42. Pour 1500 F, il éclairera, "avec des lampes électriques", les rues et les bâtiments communaux.

• La vie du village, au quotidien

Dans une France où triomphe l'antichléricisme, la commune reste attachée à son église et à l'abbé Aubry, curé de la paroisse depuis 17 ans. En 1906, au lendemain de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, une polémique s'engage avec la préfecture : la commune souhaitant céder le presbytère gratuitement et la préfecture exigeant un loyer, qui finalement sera imposé et se montera à 100 F... Mais la commune se doit d'entretenir son école laïque et ses bonnes relations avec l'instituteur : un affouage lui est attribué automatiquement (ainsi qu'au curé et à la gérante du bureau télégraphique et même une gratification, 30 F pour l'instituteur et 20 F pour l'institutrice... "chargés de classes nombreuses et s'acquittant de leur tâche à la satisfaction générale"). La bibliothèque scolaire bénéficie d'une subvention de 20 F. Par ailleurs la mairie souhaite installer une bibliothèque populaire. Par contre, la demande des instituteurs qui souhaiteraient que le balayage des classes soit pris en charge par un employé communal est catégoriquement refusée : "Ce balayage ayant toujours été fait par les élèves" et d'autre part "ce serait les encourager à la paresse que de les en dispenser"...

Au travers des registres du conseil, la vie associative n'apparaît guère. De 1893 à 1914 aucune allusion à la Fanfare municipale qui pourtant existe depuis 1875. Toutefois, la compagnie des sapeurs pompiers bénéficie de subvention, en 1898, en 1920 pour l'achat de 20 uniformes à 25 F et en 1912 une subvention extraordinaire est demandée pour l'achat d'un lot de casques pour les 22 pompiers "qui en sont démunis"...

Pas de bureau d'aide sociale en ce début de siècle mais on sent que c'est un souci constant pour les élus que de prendre en charge les plus démunis : la fourniture de paille au local des indigents, situé à côté du lavoir, (actuelle salle des fêtes) est toujours assurée et le cas de chaque habitant nécessiteux est pris en compte. En 1913, les premières lois sociales étant votées, la commune doit participer financièrement à l'assistance aux familles nombreuses et aux femmes en couche.

Tout comme aujourd'hui, maire et élus se préoccupent avant tout des finances de la

commune et durant ces vingt années, et sans entrer dans les détails, elles paraissent précaires : déficit, emprunt, centimes additionnels sont régulièrement notés.

Tout comme aujourd'hui sans doute, on s'y soucie des détails, parfois souriants, de la vie quotidienne. On peut lire qu'en 1904, 569 kilos de hannetons ont été détruits et payé 20 centimes le kilo, et qu'il est nécessaire de créer une commission du taureau qui aura pour charge éventuellement, de discuter le choix du taureau proposé par le pâtre communal !

Et peut être comme aujourd'hui, les événements graves qui agitent le monde, apparaissent en filigrane. En 1912 "dans un élan patriotique le conseil municipal vote un don de 20 francs pour l'aviation militaire qui construit une superbe flottille d'aéroplanes"... et en août 1914, pour la première fois, trois conseillers municipaux sont mentionnés absents pour cause de mobilisation.

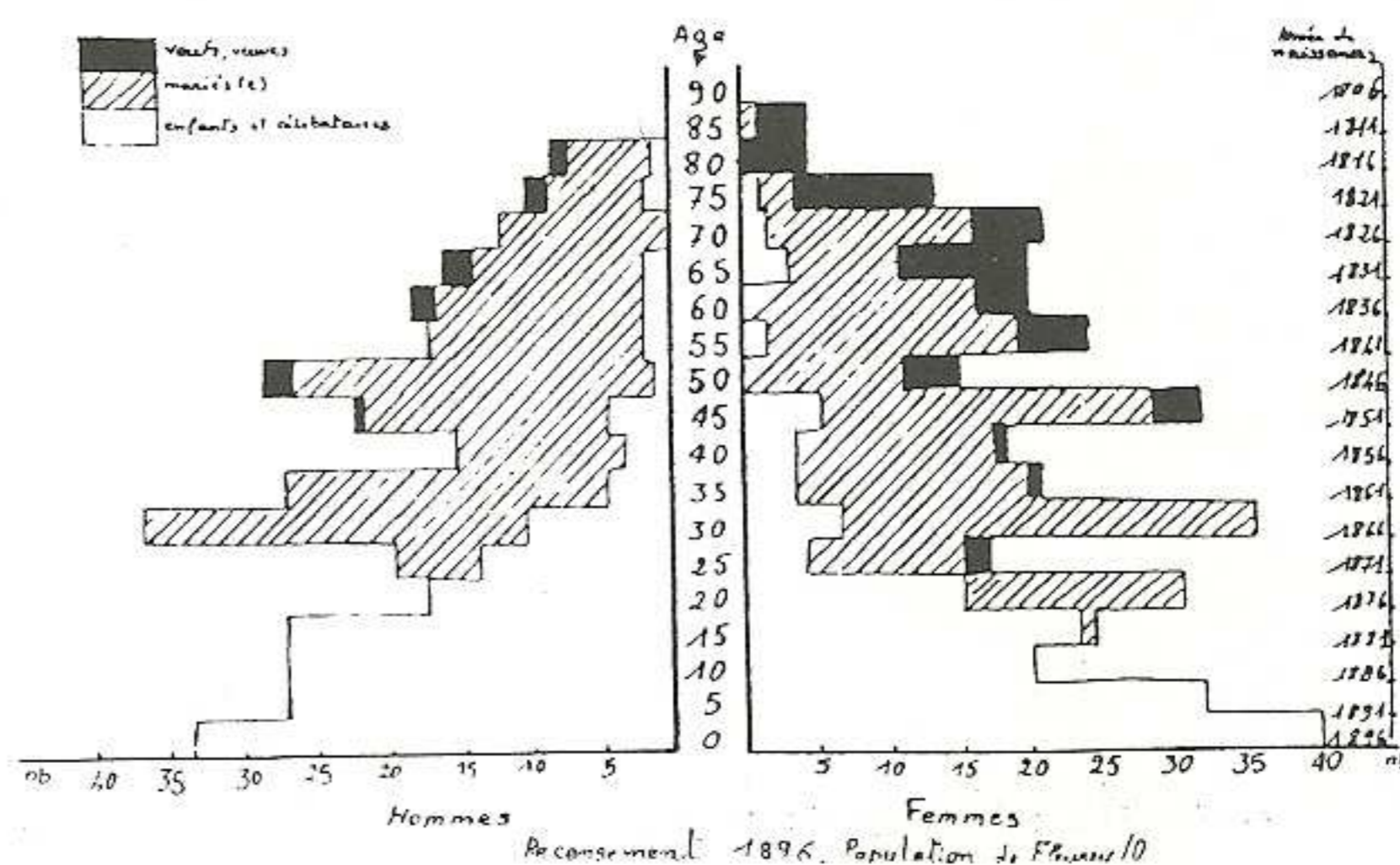
Démographie de Fleurey

Dans la période qui nous intéresse (1894-1914), 4 recensements seront réalisés : 1891 ; 1896 ; 1901 ; 1911

Au recensement de 1891, 811 habitants résidaient sur la commune de Fleurey sur ouche [jusqu'en 1964, Fleurey/Ouche administrera aussi Pont de Pany et La Chassagne (soit en 1891, 89 personnes sur 21 ménages pour 16 habitations). Les chiffres des tableaux ci-dessus concernent l'ensemble de la commune d'alors] répartis au sein de 257 ménages dans 208 habitations, (soit 402 du sexe masculin et 409 du sexe féminin).

Les professions répertoriées alors, sont classées en 7 catégories indiquées dans le tableau suivant :

	Agriculture	Industrie	Commerce	Transport	prof. libérales	"V.de leurs revenus"	Admist. Publiques
Hommes	233	54	10	19	6	45	24
Femmes	242	56	13	14	5	62	27
Total	485	110	23	33	11	107	51



La pyramide des âges ci-dessus, illustre la répartition des personnes en fonction de leur âge : nombre de personnes de chacun des sexes par classe d'âge (de 5 en 5 ans).

Les "rétrécissements" de cette pyramide sont dus aux effets de la guerre de 1870 : peu d'enfants nés entre 1866 et 1871 et peu d'hommes âgés de 35 à 45 ans qui eux, en 1870, avaient de 15 à 25 ans...

Le recensement de 1911 relève 673 habitants pour 236 ménages sur 212 habitations : cette baisse de la population est amorcée depuis 1851, elle se poursuivra jusqu'en 1921.

La construction du PLM et les activités dues au canal engendrent des mouvements de personnes puisque le recensement de 1896 et les suivants notera "PLM" et "canal" au même titre que le relevé d'un lieu-dit ou d'une rue.